

Statement of SRSK Keita before the Security Council

29 March 2022

(As delivered)

**Madame la Président, distingués membres du
Conseil de sécurité,**

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour l'opportunité de m'adresser à vous pour présenter une mise à jour de la situation actuelle en République démocratique du Congo, suite à la publication du dernier rapport du Secrétaire général. Je salue également la participation de Mme Léa Babite, en tant que représentante de la société civile congolaise.

Depuis mon dernier exposé au Conseil en décembre, la situation sécuritaire dans l'est de la République

démocratique du Congo s'est détériorée. Malgré les opérations militaires des forces de défense et de sécurité congolaises dans le cadre de l'état de siège, complétées par les opérations militaires conjointes menées par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les Forces de défense du peuple ougandais (UPDF), les pertes civiles et les déplacements de population ont augmenté, du fait notamment des représailles sanglantes des Forces démocratiques alliées (ADF) contre les populations civiles au Nord Kivu et en Ituri, où elles se sont déplacées.

Dans cette province traumatisée, les conséquences dramatiques des attaques répétées du groupe armé majoritairement Lendu appelée Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO), notamment contre des sites de déplacés de la communauté Hema -Territoire de Djugu - et contres des villages de la communauté Alur - territoire de Mahagi, ont été amplifiées par les représailles

d'un groupe armée majoritairement Hema, la milice Zaire, et son extension vers le territoire de Mambasa, pour contrôler des puits d'or et financer ses activités.

Ces trois derniers mois ont également vu une reprise alarmante des activités des rebelles du mouvement du 23 Mars (M23) au Nord Kivu, menant à des combats importants avec les FARDC qui ont également provoqué des déplacements de population. Hier, des éléments du M-23 ont également commis des attaques épouvantables ciblant des civils dans des localités proches de Rutshuru et de nouveaux combats ont eu lieu dans la zone des trois frontières, à proximité de la ville frontalière de Bunagana. Au Sud Kivu, dans les hauts et moyens plateaux des territoires de Fizi et d'Uvira, de nouvelles violences contre les populations civiles sont à déplorer suite aux attaques de groupes Mai Mai contre les villages de la communauté Banyamulenge, et des représailles par les milices Banyamulenge suivies d'attaques contre les positions FARDC. Au total, la MONUSCO a pu

documenter 250 civils tués en moyenne dans chaque province chaque mois, soit près de 2300 morts en trois mois.

Au Nord-Kivu, cette situation est aggravée par l'utilisation préoccupante d'engins explosifs improvisés par les Forces démocratiques alliées (ADF), dont le leadership a renouvelé son allégeance à celui de l'organisation de l'Etat Islamique le 11 mars. La MONUSCO a aussi documenté une hausse d'environ 10 pour cent en moyenne de violations et atteintes aux Droits de l'Homme depuis le mois de décembre 2021. Les attaques contre les populations civiles par les membres de groupes armés, les restrictions de l'espace démocratique et la multiplication des discours de haine en sont les principales causes.

Suite à cette détérioration sécuritaire et à l'augmentation des violences envers les civils, les besoins d'assistance humanitaire ont encore augmenté dans l'est du pays. Les contraintes d'accès et les incidents contre les

travailleurs humanitaires continuent d'entraver la réponse. Au cours des trois derniers mois, quatre (4) travailleurs humanitaires ont été tués, un (1) a été blessé et six (6) ont été enlevés. Je dois ici sonner l'alarme sur l'érosion marquée de la protection du statut civil des sites de personnes déplacées et de fréquentes attaques contre les services médicaux et d'autres infrastructures civiles. Je saisis donc cette occasion pour rappeler à toutes les parties au conflit leur impératif juridique et moral de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.

Face à ces dynamiques sécuritaires très inquiétantes, la MONUSCO a redoublé d'efforts pour mieux protéger les civils, menant des opérations offensives en Ituri, accompagnant les opérations conjointes FARDC/UPDF, déployant des unités en appui aux FARDC pour accroître la dissuasion contre le M23 au Nord Kivu, et poursuivant ses déploiements mobiles pour offrir une protection aux

déplacés aux Sud-Kivu. Nos équipes civiles travaillent également sans relâche avec les communautés concernées pour tenter d'apaiser les tensions, encourager le dialogue, et documenter les responsabilités des crimes afin de promouvoir la lutte contre l'impunité.

Nous devons cependant être réalistes et regarder la réalité en face. Sans une combinaison d'approches visant tout à la fois les causes et les symptômes, nos moyens et ceux des FARDC resteront insuffisants devant une telle détérioration sécuritaire ; ceci illustre les limites inhérentes au recours aux seules opérations sécuritaires pour résoudre les conflits. Ainsi, tout en condamnant avec la plus grande énergie les attaques des groupes armés contre les populations civiles, je réitère mon appel à la mise en œuvre par le gouvernement de stratégies politiques globales, comprenant également des mesures et réformes s'attaquant aux causes profondes et structurelles de ces conflits, et

permettant de parvenir à une stabilisation et à une paix durable. Le début des consultations nationales dans le domaine de la justice transitionnelle constitue un pas en avant vers la bonne direction. Des avancées dans la lutte contre l'exploitation et le commerce illégaux des ressources naturelles - qui continuent d'alimenter ces conflits -, dans la réforme du secteur de la sécurité pour en améliorer la performance et l'efficacité, et aussi dans l'augmentation des moyens dédiés à la lutte contre l'impunité des criminels, trafiquants et complices des groupes armés en sont des éléments clefs.

Dans ce contexte, je salue l'ouverture le 15 mars de la nouvelle session parlementaire et l'inscription à son agenda de propositions et projets de lois essentiels, dont ceux sur la révision de la loi électorale, la lutte contre la discrimination, le racisme et la xénophobie, et celle de la loi de programmation militaire. Avec la mise en place de la CENI et

le commencement des préparatifs du processus électoral, je salue également l'ambition déclarée du président de l'Assemblée nationale de mener une révision de la loi électorale la plus consensuelle possible, afin de s'assurer d'un processus inclusif, transparent et apaisé, permettant notamment la participation active des femmes et des jeunes dans le délai constitutionnel prescrit. L'importance stratégique de cette révision de la loi électorale pour la stabilité du pays ne saurait être sous-estimée. Elle constitue un moment clef pour une partie importante de la classe politique et de la société civile qui attend des mesures concrètes pour restaurer la confiance dans la gestion du processus électoral.

Madam President, distinguished Council members,

I am glad to report that, since my last briefing to the Security Council, I have seen progress in the common efforts

of MONUSCO, the United Nations Country Team and the Government to implement the Joint Transition Plan. The Joint Working Group has produced an initial report of the benchmarks and indicators to measure progress on the plan that we have drawn. The sub-working groups have also begun their work with notable developments in the operationalization of the Protection and Human Rights, as well as the Disarmament, Demobilization and Community Reintegration and Stabilization sub-working groups.

I take advantage of this opportunity to highlight the importance that I attach to the successful implementation of the Programme of Disarmament, Demobilization and Community Reintegration and Stabilization (P-DDRCS). Indeed, MONUSCO, together with UNDP, continues to support the work of the national coordination structure and facilitate its engagement with the provincial and local stakeholders to enable the implementation of community-

based approaches to DDRCS. The validation of the national P-DDRCS strategy on 28 March, which is expected to be formally adopted in a ceremony chaired by President Tshisekedi on 4 April, represents an important steppingstone in the operationalization of the Programme.

The implementation of a progressive, responsible, and sustainable transition also advances at field level with a view to ensuring that national and provincial institutions and partners continue to deliver on key tasks and preserve the gains achieved, with the support, as required, of UN agencies. To reduce some of the existing vulnerabilities in areas from which MONUSCO is progressively disengaging, efforts are also underway to advance the humanitarian, development and peace nexus approach, to ensure common analysis and coherence in terms of planning and action among partners. In line with this approach, MONUSCO remained engaged with the UN Country Team and the

provincial authorities of the Kasais after the withdrawal from the area last year. In Tanganyika province, the Mission is closely monitoring the evolution of the security dynamics, particularly in Nyunzu territory and Bendera area to maintain a nimble planning for the scheduled withdrawal of MONUSCO in June of this year.

We must not forget that the Democratic Republic of the Congo's stability is also tied to the support of its 9 neighboring countries. The interdependence of regional States, particularly the need to seek common solutions to challenges impacting all was highlighted during the recent Summit in Kinshasa of the Tenth High-Level Meeting of the Regional Oversight Mechanism reuniting the signatory countries and guarantor institutions of the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the region. I welcome the effort deployed under the chairmanship of President Tshisekedi to increase

regional cooperation, as well as the participants' pledge to continue engaging in dialogue and diplomacy to resolve tensions and to strengthen their coordination and collaboration in the fight against negative forces. In that regard, I also salute the decision of the East African Community to admit the Democratic Republic of the Congo as a full member, as announced today during the 19th Extra-Ordinary Summit of its Heads of State.

To conclude, allow me to thank you for your commitment to support MONUSCO as evidenced by the resolution 2612 extending the Mission's mandate and by your continuous engagement on these quarterly discussions. I would also like to express my gratitude to the Troop and Police Contributing Countries for their vital support enabling the implementation of the mandate, despite the challenges imposed by the Covid-19 pandemic. As multiple global challenges requiring the attention of Member States emerge,

I urge the international community to continue supporting the Democratic Republic of the Congo in ensuring its long-term stability, peace, and prosperity.

Thank you for your attention.

----END----